



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 1531

Texte de la question

M. le président. La parole est à Mme Françoise de Panafieu, pour une question courte.

Mme Françoise de Panafieu. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'intérieur.

Ce week-end, des habitants du XVIII^e arrondissement de Paris ont crié leur colère face au trafic de drogue.

M. Lucien Degauchy. Parfaitement ! C'est un scandale !

Mme Françoise de Panafieu. Ce week-end également, un maire de Seine-et-Marne est allé jusqu'à proposer à ses administrés de financer un système de vidéosurveillance. (Exclamations sur quelques bancs du groupe socialiste.) Ces deux événements, monsieur le ministre, ne prouvent qu'une seule et même chose: les Français en ont assez que leur droit à la sécurité soit constamment bafoué. (Applaudissements sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) Ils ont le droit d'emmener leurs enfants à l'école sans crainte, le droit de rentrer le soir chez eux sans prendre le risque de s'exposer en permanence à la violence. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Que répondez-vous à ces demandes légitimes ? Vous faites état de la « faible » augmentation de la délinquance au niveau national. Si vous êtes si sûr de vos résultats, pourquoi ne publiez-vous pas les évolutions de mois en mois ? Tout simplement, et ce n'est un mystère pour personne, parce que la tendance s'est inversée depuis 1998 !

Ainsi, en Ile-de-France, les vols avec violence ont augmenté de plus de 30 % pour les huit premiers mois de 1999. L'Ile-de-France où nos agents des transports subissent outrages et brutalités, l'Ile-de-France où les bandes de jeunes mineurs délinquants ne cessent de multiplier les forfaits dans une quasi-impunité.

Vous me répondez, bien sûr, que vous avez un grand programme de police de proximité; mais nous, nous jugeons aux résultats. Au moment où des villes étrangères pratiquent la « tolérance zéro », nous demandons moins de discours, moins de colloques et plus d'action. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Monsieur le ministre, quand allez-vous enfin engager une politique pour apporter réellement plus de sécurité dans nos villes et nos campagnes ? (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur, pour une réponse brève.

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur. Madame de Panafieu, les statistiques au mois le mois sont intéressantes, mais les statistiques sur la longue durée le sont encore davantage.

M. François d'Aubert. Faites-les sur le siècle !

M. le ministre de l'intérieur. Prenons l'évolution du nombre de personnes mises en cause à Paris depuis 1980. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) Partant d'une base 100 en 1980, nous sommes passés à 121 en 1990; nous sommes descendus à 93 en 1998. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. le président. Un peu de silence !

M. le ministre de l'intérieur. Je comprends la réaction de populations exaspérées par le comportement de certains délinquants et notamment de toxicomanes,...

M. Jean-Paul Charié. De qui parlez-vous ? Des victimes ?

M. le ministre de l'intérieur. ... mais, vous le savez mieux que personne, il faut dans ce domaine savoir combiner le souci de la norme et, partant, de la répression, avec celui de la santé et de l'injonction thérapeutique; ce n'est pas aussi facile que vous avez l'air de le considérer.

Vous avez évoqué le référendum organisé dans une commune de Seine-et-Marne sur l'utilisation de caméras de vidéosurveillance. Je tiens à vous rappeler que le résultat a donné 94 % de non...

M. Jean-Louis Debré. A cause du coût.

M. le ministre de l'intérieur. C'est dire que tous ces problèmes doivent être abordés dans un autre esprit que celui que vous venez de manifester: sans angélisme, mais sans catastrophisme non plus.

Effectivement, le nombre de délits enregistrés à Paris a légèrement augmenté d'une année sur l'autre. Cela tient essentiellement à deux phénomènes. Premièrement, les vols de portables expliquent l'essentiel de l'accroissement des vols avec violence. (Rires et exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) C'est une réalité !

Il y a 15 millions de portables en France.

M. Thierry Mariani. C'est vraiment grotesque !

M. le ministre de l'intérieur. Le bond de 40 % des vols avec violence est essentiellement lié à ce phénomène.

M. Patrick Ollier. Ce n'est pas sérieux !

M. le ministre de l'intérieur. Deuxièmement, l'ouverture de trente-six commissariats de jour et de nuit au lieu d'une vingtaine auparavant a permis d'enregistrer des plaintes, souvent pour des faits mineurs, qui, jusqu'alors, ne l'étaient pas. (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Je vais vous donner une dernière statistique...

M. le président. Voulez-vous conclure, monsieur le ministre.

M. le ministre de l'intérieur. ... sur l'évolution de la délinquance durant les neuf premiers mois de l'année. Je n'ai ces chiffres que depuis hier soir. Si, pour les zones de sécurité publique, on relève une augmentation de 1,42 %,...

M. Serge Poignant. C'est beaucoup plus !

M. le ministre de l'intérieur. ... pour les délits de voie publique, en revanche, la diminution est de 2,33 %. Sur de tels sujets, il faut donc savoir garder la mesure, madame la députée. Ils sont trop sérieux pour que l'on se permette de chercher à en tirer un parti politicien. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Radical, Citoyen et Vert et du groupe socialiste. - Exclamations sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Données clés

Auteur : [Mme Françoise de Panafieu](#)

Circonscription : Paris (17^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1531

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : intérieur

Ministère attributaire : intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 octobre 1999, page 7141

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 13 octobre 1999